

Discours de Paul-Henri SPAAK

Le 13 mars 1948, à Luxembourg

Nous allons faire maintenant, j'espère encore la semaine prochaine, un pas nouveau très important dans la voie de la collaboration entre les peuples de l'Europe occidentale, puisque nous allons signer dans quelques jours le pacte qui a été élaboré à Bruxelles cette semaine. Là aussi, la position internationale est assez curieuse. Là aussi, je pense que l'U.R.S.S. est mécontente et je vois surtout les communistes de l'Europe occidentale partir à l'assaut du pacte occidental qui se prépare avec une fureur et une passion qui dépassent tout ce que l'on peut imaginer. Quelle est la situation réelle? La situation réelle, c'est que l'Europe orientale est organisée, est organisée politiquement, militairement et économiquement depuis plusieurs années déjà, ou que tout au moins ce processus d'organisation dure depuis plusieurs années. L'U.R.S.S. a conclu un traité politique, diplomatique, militaire, économique avec la Tchécoslovaquie, avec la Yougoslavie, avec la Pologne, avec la Roumanie, avec la Hongrie, avec la Bulgarie. A l'intérieur de ces pactes généraux, plus de dix traités ont été conclus entre ces différents pays, dans le cadre des traités conclus avec l'U.R.S.S., pour resserrer entre ces divers pays les liens politiques, diplomatiques, militaires et culturels. Quand je dis cela, quand je constate cela, je ne mets dans cette constatation absolument aucun esprit critique et aucune amertume, je considère que ce qui s'est passé dans l'Europe orientale est nécessaire, est probablement inévitable et peut être utile même. Je pense qu'il y a aujourd'hui pour les petits pays et pour les moyens pays des questions qu'il est devenu totalement impossible de résoudre dans le stricte cadre national. Des questions militaires ou des questions économiques, par exemple, ne peuvent être résolues d'une manière satisfaisante que si elles sont abordées dans un cadre plus large que le cadre stricte des petites et des moyennes nations. Et dès lors, il est tout à fait normal et il n'est pas critiquable que les petites et les moyennes nations de l'Europe orientale se retournent vers leur grand voisin et essayent d'associer leur vie économique et politique avec la vie de l'U.R.S.S. Je ne critique pas, mais je dis si ce qui est bien d'un côté de l'Europe, si ce que l'on fait d'un côté de l'Europe est bien, pourquoi ce que nous projetons de faire de l'autre côté de l'Europe serait-il mauvais? Et la position des communistes me paraît, je l'avoue, non seulement inacceptable, mais d'un illogisme absolu. Ils sont les propagandistes, les glorificateurs de la politique d'accords de l'Europe orientale et les adversaires résolus d'une politique de collaboration dans l'Europe occidentale. Je veux indiquer qu'à mon sens, en ce qui concerne la collaboration des pays occidentaux, à part l'effort méritoire de Benelux, nous avons perdu trois ans et demi et ce qu'il faut dire, parce que c'est la vérité, c'est que les trois ans et demi nous les avons perdus non pas parce que nous n'avons pas la volonté de nous rapprocher et de nous entendre, mais que nous ne l'avons pas fait uniquement pour ne pas exciter des susceptibilités trop vives chez les pays de l'Europe orientale. Ils ne nous payaient pas de retour, ils s'organisaient, ils s'organisaient sous toutes les formes et nous attendions avec l'espoir que l'accord des quatre grands finirait par régler tous les problèmes. Maintenant qu'il apparaît que c'est impossible, que cet espoir-là doit être abandonné dans une certaine mesure, il est absolument indispensable que nous fassions, et que nous fassions vite, ce que nous aurions dû faire depuis longtemps. Je dis donc que les gens qui font semblant de s'indigner contre un pacte à l'Europe occidentale dans l'Europe occidentale, étant donné ce qui s'est passé dans l'Europe

orientale et dont ils sont les défenseurs, n'ont aucun droit à l'indignation. Ils font aussi, je le crains, semblant de s'inquiéter. Et leur dernier argument, c'est celui-ci: ce que l'on fait dans l'Europe orientale, on le fait en vue de consolider la paix. Ce que l'on projette de faire dans l'Europe occidentale, on le fait en vue de préparer la guerre. Personne ne peut croire cela. Mais il faut répéter, parce que je crois que c'est une vérité profonde et importante, il faut répéter que, dans les pays de liberté et de démocratie politique, les gouvernements, même s'ils le voulaient, ne pourraient pas faire une politique agressive et une politique de provocation. Dans les pays où règnent la liberté politique, où il y a une opinion publique, où les hommes et les femmes ont réellement quelque chose à dire et un contrôle à exercer sur la politique de leur gouvernement, qui pense et qui peut imaginer qu'ils toléreraient ne serait-ce qu'un jour une politique qui serait une politique agressive et une politique de provocation? Dans une partie du monde qui a connu deux guerres, comme celles que nous avons connues et dont je vous épargne le rappel et les détails et qui sait ce que représenterait éventuellement une troisième guerre pour elle, dans cette partie du monde, il n'y a pas un homme d'Etat, pas un homme politique, pas un homme responsable qui peut même concevoir ou penser à une politique d'agression et à une politique de provocation. La vérité que l'histoire récente du vingtième siècle a démontré, c'est que les démocraties n'acceptent qu'une seule guerre, la guerre qui lui est imposée – j'ajoute d'ailleurs que ce sont généralement des guerres qu'elle gagne. Voilà la situation réelle et c'est en présence de cette situation, de cette organisation et de ces nécessités que nous allons faire, je l'espère, ou plutôt j'en suis sûr maintenant, un pacte occidental. Je pense que quand le traité 3/3 sera publié vous en serez satisfaits, je pense qu'il a été bien préparé et qu'il répond à des aspirations saines et sincères. Mais je sais que le meilleur traité ne vaut rien s'il n'est pas bien exécuté. Trouver des formules politiques et des formules diplomatiques, c'est une chose, c'est une chose relativement importante et relativement difficile, mais les exécuter, leur donner vie, faire que le traité devienne une réalité qui colle à la vie quotidienne des peuples, ça c'est la grande tâche qui nous attend demain. Je suis absolument persuadé que c'est une question de volonté, que c'est une question d'audace et de courage et aussi dans les pays démocratiques, une question d'éducation de l'opinion publique qui doit comprendre l'importance des questions posées et l'urgence qu'il y a à leur donner des solutions. Je veux terminer en vous disant une pensée qui me hante depuis quelques temps. Je voudrais être un poète et je voudrais être un grand poète, car j'écrirais un très beau drame. J'écrirais un drame dans lequel je tâcherais d'expliquer ceci: c'est que l'Humanité, à l'heure actuelle, sait à peu près exactement comment il faut faire pour se sauver, sait à peu près exactement comment il faudrait faire pour assurer la paix et, dans la paix établie, comment assurer la prospérité et le bonheur matériel, tout au moins, aux hommes et aux femmes. Et le côté tragique de notre existence, le côté douloureux, c'est que tout en sachant comment nous devons faire, jusqu'à présent, il semble qu'une fatalité pèse sur nous et que nous ne sommes pas capables de réaliser ce que nous savons devoir être le bien pour nos peuples et pour toute l'Humanité. Et bien, nous n'avons pas encore réussi jusqu'à présent et, même dans une vie d'homme, nous avons connu bien des épreuves et bien des faillites, mais il ne faut pas se désespérer. Les grandes expériences et les grandes expériences scientifiques me paraissent être des succès après bien des échecs. Pourquoi est-ce que les grandes expériences politiques suivraient une autre voie? On peut avoir échoué une fois, on peut avoir échoué dix fois, on peut avoir échoué cent fois et cependant ne pas se décourager et croire que l'enjeu en vaut la peine et nécessite un nouvel effort. Les problèmes qui se posent à nous sont aujourd'hui des problèmes d'une extraordinaire importance. Je n'aime pas beaucoup la formule «nous sommes à un tournant historique». A force d'être tout le temps dans les tournants historiques, la tête pourrait nous manquer de clarté. Mais enfin, nous

sommes tout de même à un moment difficile et à un moment important. Et je voudrais que dans les pays où la démocratie existe, où la propagande est libre, où les idées peuvent être échangées dans la paix, je voudrais que nous rendions compte qu'au-dessus de nos petites difficultés, au-dessus de nos petites difficultés quotidiennes, au-dessus de nos petites raisons de mécontentement qui existe dans tous les pays, il y a des problèmes bien plus importants. Et laissez-moi vous le dire, quand les écrivains ou les historiens dans deux cent ans écriront l'Histoire des années de 1945 à 1955, ce n'est pas sur nos préoccupations quotidiennes qu'ils écriront. Ils ne tâcheront pas de savoir si nous avons fait une bonne politique des prix et des salaires, si nous avons été bons dans la politique des dommages de guerre ou dans d'autres questions fiscales. Non. La question qu'ils se poseront est celle-ci: «Est-ce que, dans les années que nous vivons aujourd'hui, cette Europe qui avait réussi à vaincre le nazisme et le fascisme, qui avait résisté contre toutes les idées totalitaires et qui en avait finalement été victorieux [sic], est-ce que cette Europe aura cédé, est-ce que cette démocratie victorieuse n'aura pas été capable de résoudre, après sa victoire, les problèmes qui se posaient, et est-ce que cette Europe qui a vaincu le totalitarisme qui se présentait sous une certaine forme tombera et échouera devant un autre totalitarisme? Ça c'est le grand problème du moment. C'est le problème qui permet de faire, au-delà des convictions politiques, l'union de bien des cœurs et bien des âmes et c'est un problème tellement important, tellement vital pour chacun d'entre nous, qu'il vaut bien que nous essayions de le résoudre avec tout notre courage, toute notre bonne foi et toute notre audace.